

**Bourse Uemoa**

La BRVM ouvre sa séance du Jour  
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... (Page 07)

**Corruption** (Page 08)

Julius Bär trouve un accord dans l'affaire de la Fifa

Un accord a été trouvé entre le Département américain de la justice et le gestionnaire de fortune zurichois. Il prévoit une clause de non-poursuite de trois...

**Commerce** (Page 08)

L'UE va adopter des sanctions douanières contre les Etats-Unis  
L'Union européenne s'appuie sur l'avis de l'OMC qui l'autorise à imposer des taxes sur les importations américaines dans le litige opposant Airbus et Boeing...



**Accord de prêt avec l'allemand AKA**

(Pages 03)

# 62 milliards FCFA pour la BIDC



Dr. George Agyekum DONKOR  
President and Chairman of the Board  
Of Directors of EBID

Mr. Marck WENGRZIK  
CEO of AKA

**Suivi des chantiers routiers**

(Page 04)

# Victoire Tomégah-Dogbé sur l'axe Lomé-Vogan-Anfoin

**Forces navales**

## Deux embarcadères pour la marine togolaise

La marine nationale va davantage renforcer ses capacités et ses moyens d'actions. La France a officiellement remis mardi 10 novembre 2020 aux forces... (Page 02)

**Impact Covid-19 au Togo**

## FGI plaide pour la baisse du coût de l'Internet

Les membres du Forum sur la Gouvernance de l'Internet (FGI) ont établi des recommandations à l'endroit du gouvernement togolais... (Page 04)

**Bénin / Agriculture** (Page 06)

## Un projet de la BAD accroît les rendements des exploitants

Mis en œuvre à partir de 2015 au Bénin, le Projet d'appui à la production vivrière et de renforcement de la résilience...

**Ghana**

## Décès de l'ancien président Jerry Rawlings

Jerry John Rawlings est décédé, ce jeudi 12 novembre au matin, à l'hôpital universitaire Korle-Bu d'Accra, où il avait été admis une semaine auparavant, selon plusieurs médias ghanéens. Il avait dirigé... (Page 11)

**Taux de change du Fcfa XOF offert par**

Devises	Euro	Dollars US	Yen japonais	Livre sterling	Fran suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham (Eau)
Achat	655,957	554,500	5,320	722,500	610,500	416,250	82,500	150,500
Vente	655,957	561,500	5,380	729,500	616,500	423,250	84,000	153,500

## Forces navales

## Deux embarcadères pour la marine togolaise

La marine nationale va davantage renforcer ses capacités et ses moyens d'actions. La France a officiellement remis mardi 10 novembre 2020 aux forces navales deux embarcations de transports rapides pour commandos.



## ● Junior AREDOLA

De source officielle, le don, remis par l'ambassadrice Jocelyne Caballero en présence de la ministre des armées, Marguerite Gnakadè et du chef d'état-major général des FAT Abalo Kadangha, s'inscrit dans le cadre de la coopération entre les marines des deux pays et participe à un objectif de développement. Il vise ainsi à accélérer la formation des marins togolais et à développer les capacités d'intervention rapide du pays contre la piraterie maritime. D'ailleurs, une première unité d'intervention devrait être opérationnelle d'ici la fin de l'année. Le Togo, très

impliqué dans la sous-région sur les questions de sécurité maritime, va pouvoir, avec ces embarcations fournies il y a un mois, renforcer sa flotte d'interception et de dissuasion et mieux protéger ses eaux et son port, le premier à conteneurs de l'Afrique de l'Ouest. En effet, en brassant plus de 1,4 millions d'EVP en 2018, Lomé confirme désormais son leadership en matière de trafic de conteneurs au sein de l'Association de Gestion des Ports de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (AGPAOC), regroupant 29 ports africains. La plateforme togolaise devance Tema (1,01 millions d'EVP) et Pointe-Noire (739 000

EVP), bien qu'en termes de productivité, le port ghanéen soit désigné le plus performant, par l'African Ports Awards. C'était à l'occasion du 40e conseil annuel de l'Association de gestion des ports de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (AGPAOC), qui s'est tenu du lundi 17 à jeudi 20 juin à Lomé. Les données sont fournies par le Cabinet Codex, devenue à la même occasion une agence de notation des ports africains. Lomé, parmi les meilleurs lauréats dans toutes les catégories, est surtout pour une troisième année consécutive, le meilleur port de transbordement. Et sur la productivité à quai, il n'est dépassé que par Pointe-Noire.



## AUX DECIDEURS ...

## La pêche de retour !

L'activité de la pêche pourra reprendre le 15 novembre 2020 au Togo. Selon les explications d'Edem Kokou Tengue, le ministre de l'Economie maritime de la Pêche et de la Protection côtière.

Une bonne nouvelle donc pour acteurs de cette filière très importante dans le tissu économique national. Une reprise sous certaines conditions. Le recours à certains types de filets sera interdit et il faudra disposer d'un permis de pêche.

La pratique de la pêche est une activité qui fait vivre des milliers de pêcheurs au Togo. Aussi, le lac artificiel Nangbeto (région des plateaux, 200 km de Lomé) est riche en ressources halieutiques.

Avec l'instauration de meilleures pratiques de pêche, la production annuelle est passée de 600 à 3.200 tonnes en 8 ans. Chaque année, la pêche est interdite pendant 3 mois; un repos biologique indispensable.

Le gouvernement du Togo fait de la relance du secteur, un objectif primordial.

Nul ne peut contester le rôle économique de la pêche au Togo. Il s'agit d'un secteur qui emploie plus de 25.000 personnes et contribue à 4% au PIB agricole et à 1,3% au PIB du pays.

Alors qu'il s'est récemment doté d'un ministère exclusivement dédié à l'économie maritime, le Togo veut désormais mieux contrôler les activités de pêche et assurer une gestion durable de ses ressources halieutiques. Un projet de loi autorisant l'adhésion du pays à la convention internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique a été examiné dans ce sens, mercredi en conseil des ministres.

Le texte, adopté à Rio en 1966 devrait permettre à Lomé de renforcer sa coopération dans le domaine aux niveaux international, régional et sous régional en matière de protection et de conservation des ressources halieutiques et de lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

Déjà sur le plan national, des mesures seront bientôt prises pour exiger un permis de pêche avant toute activité du genre, avait annoncé lundi le ministre Edem Kokou Tengue en prévision de la reprise prochaine des activités de pêche sur le Lac Nangbeto.

Parlant des cours d'eaux locaux, un autre projet de loi, portant cette fois sur la ratification de la Convention sur le statut du fleuve Mono, a été également examiné. Le texte signé en décembre 2014 à Cotonou, vise à assurer un développement intégré et durable du bassin du Mono entre le Bénin et le Togo, séparés par endroits par ce cours d'eau.

Komlan KPATIDE

## Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km <sup>2</sup>	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

## Accord de prêt avec l'allemand AKA

## 62 milliards FCFA pour la BIDC

La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) vient d'obtenir deux lignes de crédit d'un montant total de 95 millions d'euros, soit un peu plus de 62 milliards FCFA, auprès du consortium bancaire allemand Ausfuhrkredit-Gesellschaft mbH (AKA). Les deux parties ont officialisé l'accord de prêt à travers une conférence virtuelle le jeudi 12 novembre 2020.

• Joël YANCLLO

Une première entre la BIDC et l'allemand AKA. George Agyekum Donkor, Président de la BIDC et Marck Wengrzik, Directeur Général d'AKA, ont validé via une conférence virtuelle symbolique le jeudi 12 novembre 2020, un accord de prêt sans précédent qui marque le début d'un partenariat mutuellement avantageux entre la BIDC et AKA. En effet, la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) a obtenu deux lignes de crédit d'une valeur de 95 millions d'euros auprès de AKA Ausfuhrkredit-Gesellschaft mbH (AKA) et un consortium de banques allemandes. Il est à souligner que le contrat de prêt comprend une ligne de crédit d'un montant de 45 millions d'euros pour une durée de dix ans et une ligne de crédit renouvelable de 50 millions d'euros sur un an. Le but de ces importantes mises en place de crédit sera le financement de projets dans le cadre du contrat d'exportation entre la West African Fertilizer Association (Wafa) et Ferrostaal Equipment Solutions GmbH. Ces transactions seront couvertes par Euler Hermes, le programme allemand de promotion des exportations. Les facilités de crédit seront utilisées pour construire des entrepôts et des usines, ainsi que pour se procurer des engrais et du matériel agricole. La signature de l'accord de

prêt est une étape importante pour les deux institutions, car, elle marque le début d'une coopération bilatérale pour le financement de projets d'importation clés dans le secteur de la finance verte ainsi que dans l'énergie hydraulique, solaire et éolienne. Cette collaboration entre l'Afrique de l'Ouest et l'Europe a été conçue non seulement pour stimuler le commerce entre les deux régions, mais aussi pour offrir d'innombrables opportunités de création d'emplois, de compétences et de transfert de technologie. Étaient également présents à la conférence virtuelle, les vice-présidents de Wafa, Bakayoko Zoumana et Innocent Okuku, le Commissaire à l'Agriculture de la CEDEAO, M. SANGARE, et le Directeur Général de Ferrostaal Equipment Solutions GmbH, Dr. Manuel Probst. Le nouveau partenariat entre la BIDC et AKA contribuera sans aucun doute à intensifier et accélérer l'intervention de la BIDC dans l'agro-industrie de la CEDEAO et à améliorer l'alimentation sécurisée dans la sous-région.

## A propos de la BIDC

La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) est une banque régionale d'investissement et de développement de premier plan, basée à Lomé, en République togolaise. Au cours des 4 dernières décennies, la BIDC a investi environ 2,8 milliards USD dans des programmes



**Dr. George Agyekum DONKOR**  
President and Chairman of the Board  
Of Directors of EBID



**Mr. Marck WENGRZIK**  
CEO of AKA

de développement inter et intra régional couvrant diverses initiatives dans les domaines des infrastructures et des équipements de base, du développement rural et de l'environnement, de l'industrie, des secteurs sociaux et des services. La BIDC intervient au travers de prêts à long, moyen et court terme, de prises de participation, de lignes de crédit, de refinancement, d'opérations et de services d'ingénierie financière.

## A propos de AKA

AKA a été fondé en 1952 en tant que centre de compétence hautement spécialisé pour les banques allemandes. Aujourd'hui, elle fait partie d'un réseau européen soutenant ses actionnaires et parties prenantes à travers ses nombreuses années d'expérience dans le domaine des prêts et son expertise spécialisée dans les marchés émergents. La coopération avec ses banques actionnaires est et restera un facteur clé de succès pour son modèle économique. AKA estime que les relations étroites, l'intégrité et la coopération de confiance sont les fondements essentiels de son rôle de catalyseur dans le financement et le traitement administratif des transactions

internationales d'exportation et de commerce. AKA reste engagé dans ce rôle, dans lequel elle évolue depuis 2018 vers une plate-forme numérique moderne pour le financement du commerce et des exportations. A AKA, la numérisation du secteur financier progresse à un

rythme rapide. AKA adopte une approche proactive face à de nombreuses tendances observables du marché grâce au développement continu de son modèle commercial établi dans le cadre de sa stratégie de numérisation choisie. En 2019, AKA a renforcé sa large structure

d'actionnaires avec toutes les grandes banques régionales allemandes et adopté une approche européenne plus forte. Aujourd'hui, AKA travaille également aux côtés d'ING, une entreprise solidement implantée sur le marché européen et disposant d'un réseau mondial.



## Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source: FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note: (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note: \*Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. \*\*Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. \*\*\* Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. \*\*\*\* Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Suivi des chantiers routiers

**Victoire Tomégah-Dogbé sur l'axe Lomé-Vogan-Anfoin**

Constatant l'état d'avancement des travaux sur les différents chantiers en cours au Togo. Dans cette optique, le Premier Ministre, Victoire Tomégah-Dogbé a effectué une visite de terrain ce mercredi 11 novembre 2020 sur la nationale N34 Lomé-Vogan-Anfoin.



• Vivien ATAKPABEM

Nous avons voulu, faire une descente sur le terrain pour nous rendre compte de l'évolution des différents travaux. Nous

avons fait plusieurs arrêts. Nous nous sommes arrêtés à Djagblé, Hahotoé, Akoumapé, jusqu'à Anfoin en passant par le carrefour Yéssouvito à Vogan. Ensemble avec le

préfet et les élus locaux, nous sommes allés constater de visu comment les choses se passent », a indiqué le Premier Ministre Victoire Tomégah-Dogbé tout en appréciant l'évolution des travaux et d'encourager les entreprises pour livrer ces travaux dans les prochains mois. Elle a également remercié les populations à travers les élus locaux et rassuré de l'engagement du Gouvernement à faire accélérer ces travaux. « Aujourd'hui, nous pouvons dire que les difficultés qui ont été rencontrées sont derrière nous. Grâce à l'engagement de tous et au leadership du Chef de l'État, les travaux évoluent bien. Des instructions ont été données aux ministres pour que les déplacements de réseaux soient accélérés et achevés rapidement. Je voudrais saisir cette occasion pour renouveler les regrets aux populations des localités, mais surtout les remercier pour leur patience et leur collaboration », a-t-elle rassuré. La route nationale N34 Lomé-Vogan-Anfoin est longue de 61 Km, et les travaux dont le coût est estimé à 31 milliards de FCFA sont conduits par l'entreprise chinoise CRBC.



Impact Covid-19 au Togo

**FGI plaide pour la baisse du coût de l'internet**

Les membres du Forum sur la Gouvernance de l'Internet (FGI) ont établi des recommandations à l'endroit du gouvernement togolais le mardi 10 Novembre 2020.

• Bernard AFAWOUBO

En cette période de la crise sanitaire liée à la pandémie de coronavirus, les populations de par le monde sont tournées vers le télétravail pour limiter la propagation du virus. Une initiative partagée par les participants à la 8ème édition du Forum sur la Gouvernance de l'Internet (FGI), qui ont profité de l'occasion pour inviter les autorités togolaises à travailler davantage à la baisse du coût de l'internet dans le pays. A l'issue des travaux de cette 8ème édition, les membres du Forum sur la Gouvernance de l'Internet (FGI), ont formulé quelques recommandations qui selon eux ont pour objectif de tirer les leçons de la crise sanitaire pour améliorer l'accès à l'internet et à l'inclusion numérique. Tenue du 15 au 16 Octobre dernier en mode virtuel, ce Forum axé sur le thème : « Covid-19 : Construire une résilience numérique pour tous » a permis aux acteurs nationaux et internationaux de tirer les leçons de la crise sanitaire en lien avec l'inclusion numérique. Pour une meilleure contribution, le Forum en partant sur la base des expériences des autres pays, a exhorté les différents acteurs notamment les pouvoirs publics, à se pencher sur le coût de l'internet au Togo, car selon eux est le plus chers de la sous-région. Les membres du FGI ont invité les acteurs impliqués notamment le gouvernement, le régulateur, la société civile et le monde académique et surtout la communauté technique à travailler davantage sur le E-learning en agissant sur l'accessibilité, le coût et les infrastructures, à booster l'entrepreneuriat numérique des jeunes et à œuvrer pour le respect des droits numériques. Pour le Président du Comité d'organisation du FGI, Emmanuel Vítus, les recommandations sont axées



sur le E-learning, parce que la pandémie nous a montré les limites du Togo en la matière. Selon le forum ces recommandations ont été formulées à l'endroit du Gouvernement et des universitaires pour que le Togo, puisse retravailler en matière de contenu, d'infrastructures et de recherches pour avoir une résilience face aux pandémies et catastrophes à venir. « Ces recommandations sont axées sur trois points dont le e-learning qu'aujourd'hui la pandémie nous a montré les limites du Togo en matière de e-learning. Ces recommandations ont été formulées à l'endroit du gouvernement et les universitaires pour que le Togo puisse vraiment retravailler en matière de contenu en matière de recherche pour pouvoir avoir une résilience face aux pandémies à venir ou face aux catastrophes à

venir. Nous avons aussi formulé des recommandations à l'endroit des entrepreneurs nous avons essayé de faire un plaidoyer pour les entrepreneurs numériques notamment la fintech, le e-santé» a relevé le président Emmanuel Vítus. Par ailleurs, Ils invitent le gouvernement togolais à construire au Togo des datas Center, l'hébergement des données sur le territoire togolais, renforcer le déploiement de la fibre optique et la connexion haut débit à Lomé et à l'intérieur du pays, à encourager le télétravail et renforcer les capacités sur les outils de télétravail dans le secteur public comme privé. Pour rappel, le Forum sur la Gouvernance Internet (FGI) est organisé au Togo depuis 2010 avec la participation des autorités publiques, de la société civile, de la communauté technique, du secteur privé, des universitaires et des utilisateurs.



**Baromètres Togo**

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : \* L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. \*\* L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. \*\*\* Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. \*\*\*\* La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

-----  
 MINISTERE CHARGE DE L'INCLUSION  
 FINANCIERE ET DE L'ORGANISATION  
 DU SECTEUR INFORMEL

-----  
 FONDS NATIONAL  
 DE LA FINANCE INCLUSIVE



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

REPUBLIQUE TOGOLAISE

Travail – Liberté – Patrie

## COMMUNIQUE

### **Le Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) communique :**

Il nous a été donné de constater que des individus mal intentionnés se font passer pour des intermédiaires dans la sensibilisation et la mise en œuvre des produits du FNFI afin d'arnaquer les populations vulnérables à travers des réseaux sociaux notamment Whatsapp. Cette pratique d'arnaque consiste pour ces individus à proposer des produits fictifs de financement qu'ils prétendent offrir au nom du FNFI.

Le Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) tient à rappeler à toute la population que seules les institutions de microfinance qui lui sont partenaires sont autorisées à octroyer les crédits du FNFI sur le territoire national.

Par ailleurs, le FNFI informe les populations qu'aucun de ses services ni produits n'est encore opérationnalisé virtuellement ou par le canal d'un réseau social.

Pour toutes informations liées aux produits et services du FNFI, les populations sont priées de se rapprocher des institutions de microfinance plus proches, des bureaux préfectoraux et régionaux de la Fédération des Bénéficiaires des Services financiers (FEBESEF) ou appeler gratuitement le **80 00 00 12**. Toutes les informations concernant les activités, produits et services ainsi que les institutions de microfinance partenaires du FNFI peuvent être consultées sur le **www.fnfi.tg**.

Le FNFI invite enfin les populations à plus de vigilance et de collaboration afin de démasquer les individus qui s'adonnent à ces pratiques visant à arnaquer les populations et les traduire devant les tribunaux, conformément à la loi en vigueur.

Fait à Lomé, le 05 Novembre 2020

**La Direction Générale du FNFI**



8 Avenue Akéfi, 02 BP : 20.889 Lomé 02, TOGO - Tél. : +228 22 26 95 00  
 Email: [togo.fnfi@fnfi.tg](mailto:togo.fnfi@fnfi.tg) - Site web: [www.fnfi.tg](http://www.fnfi.tg)

## Bénin / Agriculture

## Un projet de la BAD accroît les rendements des exploitants

Mis en œuvre à partir de 2015 au Bénin, le Projet d'appui à la production vivrière et de renforcement de la résilience dans les départements de l'Alibori, du Borgou et des Collines (PAPVIRE-ABC) a permis d'améliorer de façon significative les rendements des exploitations agricoles.



● Nicole ESSO

Le projet, financé à hauteur de 24 millions de dollars américains par le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (« GAFSP » en anglais) via la Banque africaine de développement, s'est fixé l'objectif d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de réduire la pauvreté des populations béninoises. Il a notamment permis d'augmenter la productivité agricole sur plus de 24 000 hectares dans le pays, selon le rapport sur l'état d'exécution et des résultats (EER) publié le 2 novembre par la Banque africaine de développement. La mise en place de variétés de semences performantes, la formation couplée des producteurs leaders et agents d'encadrement et le suivi-appui-conseils rapproché ont ainsi stimulé les rendements dans les champs de maïs et

de riz. En effet, la productivité moyenne de maïs est passée de 1,5 tonne par hectare en 2016 à 2,6 tonnes, soit une hausse de 73%. Celle du riz a atteint 4,2 tonnes par hectare, contre 3,3 tonnes en 2016. Quant au volume de production vivrière commercialisée, il a atteint presque 83 000 tonnes en 2020, alors qu'il se situait à moins de 5 000 tonnes en 2016. Ces performances ont une incidence positive sur le revenu annuel par exploitation vivrière, souligne le rapport de la Banque. Celui-ci est de 345 dollars et pourrait atteindre 458 dollars, d'ici à l'achèvement du projet en 2021. En 2016, ce revenu était de 238 dollars. « Les niveaux de productivité et de production enregistrés ainsi que le dispositif de mise en marché des producteurs et le dispositif organisationnel des agences territoriales de développement agricole ont permis d'améliorer les revenus, explique le rap-

port. La mise en valeur des infrastructures permettra aux acteurs de créer plus de valeur ajoutée. » Afin d'assurer le suivi du projet et sa pérennité, 222 jeunes entrepreneurs ont été formés dans les centres d'incubation. À terme, l'objectif est de porter ce nombre à 400. En outre, 90 techniciens ont suivi des ateliers divers et une formation en suivi-évaluation alors que 18 260 agriculteurs ont été formés aux technologies résilientes. Par ailleurs, 150 organisations de producteurs et groupements d'intérêt économique de femmes ont bénéficié d'équipements post-récolte. Ces équipements sont composés d'un kit de riz (deux batteuses-vanneuses, une décortiqueuse, une calibreuse de riz décortiqué et deux sertisseuses) et d'un kit maïs (deux égreneuses, deux calibreuses et un moulin). « Le démarrage effectif des travaux de réhabilitation des retenues d'eau, des aménagements en aval et les investissements à haute intensité de main-d'œuvre, couplé avec une mise à l'échelle des résultats obtenus au niveau des unités de démonstration et des champs-écoles pour les paysans, permettra de consolider les acquis et d'agir significativement sur la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté dans la zone d'intervention du projet », conclut le rapport de la Banque africaine de développement.



## Bons Covid-19 / Phase 3

## Les Etats de l'UMOA ont levé 683,63 milliards de FCFA

Les cinq Etats de l'UMOA ayant sollicité le marché régional ont levé entre le 27 octobre et le 10 novembre 2020, un montant global de 683,63 milliards de FCFA au titre des bons sociaux covid-19, selon les données rassemblées par Financial Afrik. La demande initiale était de 671,13 milliards de FCFA.

La part du lion revient à la Côte d'Ivoire, locomotive de la région, qui a emprunté 310 milliards, ce qui représente 45% du montant total. Elle est suivie du Bénin, du Niger et du Sénégal qui ont levé respectivement 133 milliards, 110 milliards et 103,13 milliards de FCFA.

Le Mali, pour sa part, n'a mobilisé que 27,5 milliards de FCFA. Le montant global levé par les Etats lors de cette phase – probablement la dernière de l'année – représente une baisse de 17,7% comparé à la deuxième vague. Ils avaient en effet emprunté 831 milliards de FCFA entre juillet et août 2020, contre

1 200 milliards entre avril et mai. Le Togo, le Burkina et la Guinée – Bissau sont les Etats qui n'étaient pas sur le marché dans le cadre de la phase 3 de ces bons à maturité d'un mois, contre 3 mois lors des deux premières phases.

Avec [financialafrik.com](http://financialafrik.com)

## Bons Covid

## Le Niger encaisse 110 milliards de FCFA pour la troisième fois

Dernier pays programmé au titre de la phase 3 des bons sociaux Covid-19, le Niger a levé 110 milliards de FCFA ce mardi 10 novembre sur le marché régional de l'UMOA. Le pays avait levé le même montant le 12 mai 2020 lors de la première phase, et le 11 août à l'occasion de la deuxième vague.

Avec un taux de couverture de 148,76% du montant mis en adjudication, l'opération vise à permettre à l'Etat de mobiliser l'épargne dans le but de couvrir les décalages de Trésorerie créés par la lutte contre la pandémie causée par Covid-19 et ses conséquences. Selon le compte-rendu publié l'agence Umoa-Titres en charge de la gestion et de la promotion des titres publics de la zone UMOA, aucun investisseur issu du Niger n'a souscrit au montant mis en adjudication. La « manne » a été apportée par des investisseurs basés au Burkina (44,3 milliards de FCFA), en Côte d'Ivoire (36 milliards) et au Togo (29,6



milliards). A noter que les 5 pays programmés lors de cette troisième phase 3 des émissions de Bons Covid-19 visent un montant global de 671,13 milliards de FCFA. Les opérations ont débuté

le 27 octobre 2020 avec le Sénégal et prennent fin ce 10 novembre avec une maturité d'un mois, contre 3 mois lors des deux premières phases.

Avec [financialafrik.com](http://financialafrik.com)

## Francophonie

## Le Burundi réintègre officiellement les instances de l'OIF

L'OIF va reprendre pleinement sa coopération multilatérale avec le Burundi, à la suite de sa réintégration au sein des instances de la francophonie. Un retour qui intervient après quatre années de suspension, conséquence de la crise politique qu'a traversée le pays, à partir de 2015.



Le Burundi a été officiellement réintégré au sein des instances de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), après quatre années de suspension. La décision a été prise, à l'occasion de la 112e session du Conseil permanent de la Francophonie (CPF), tenue virtuellement les 04 et 05 novembre 2020, a annoncé le représentant du Burundi auprès de la Francophonie, Ernest Niyokindi. « A partir de cette date, le Burundi redevient membre à part entière de la Francophonie et entend rattraper le temps perdu en matière de coopération multilatérale », a-t-il déclaré. Le CPF a salué la tenue des élections générales (présidentielle, législatives et communales) du 20 mai 2020 au Burundi, qui ont abouti à l'élection d'un nouveau président de la République et à la mise en place de nouvelles autorités et d'un

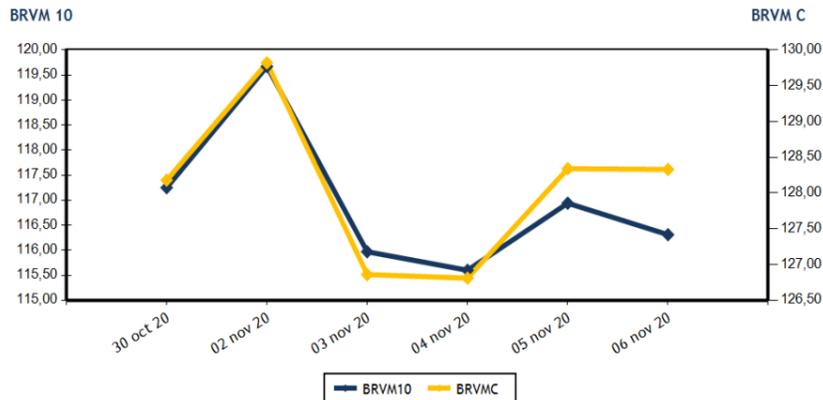
nouveau Parlement. L'organe animateur, coordonnateur et arbitre de l'action de l'OIF a également déclaré avoir pris note des « engagements pris par les nouvelles autorités en faveur du bien-être, de l'indépendance, de la sécurité quotidienne des Burundais, ainsi que de la garantie de leurs droits et de leurs libertés ». La 112e session du CPF a, par ailleurs, invité la Secrétaire générale de l'Organisation, Louise Mushikiwabo, à « développer des efforts pour promouvoir la coopération de la Francophonie dans ses domaines de compétence, notamment en vue de contribuer à la consolidation de l'économie burundaise ». En avril 2016, l'OIF – à la suite de l'UE et des Etats-Unis – avait décidé de suspendre la coopération multilatérale francophone déployée au Burundi, à l'exception des programmes qui bénéficient directement aux populations

civiles et de ceux qui peuvent concourir au rétablissement de la démocratie. L'organisation déplorait une dégradation de la situation sécuritaire et l'absence, « malgré les efforts significatifs déployés sans relâche par la Communauté internationale, d'avancées dans l'instauration d'un dialogue politique réellement inclusif ». Le pays était alors plongé dans une crise sociopolitique qui durait depuis 2015 et qui était née de la volonté de l'ex-président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat. Les violences qui s'en étaient suivies avaient causé la mort de près d'un millier de personnes et forcé des centaines de milliers de Burundais à s'exiler dans plusieurs pays voisins. Le Burundi a rejoint la Francophonie en 1970, huit ans après avoir obtenu son indépendance de la Belgique.

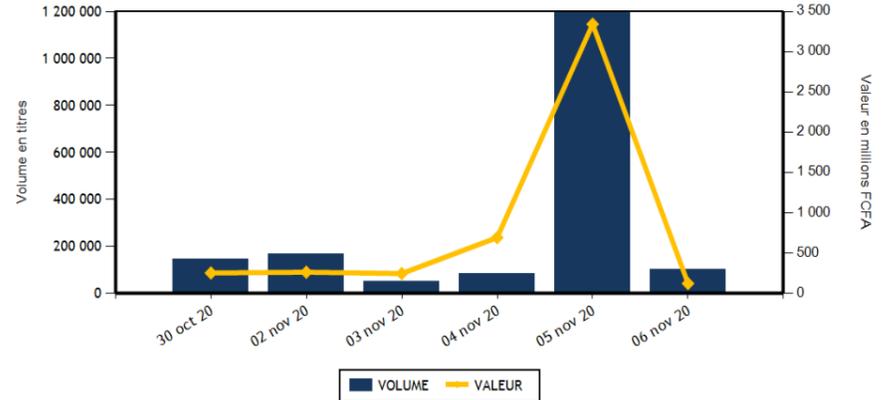
Avec [Agence Ecofin](http://AgenceEcofin)

<b>BRVM 10</b>	<b>116,31</b>	 <b>BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE</b> N° 214 <span style="color: red;">vendredi 6 novembre 2020</span> <span style="float: right;">Site : www.brvm.org</span>	<b>BRVM Composite</b>	<b>128,33</b>
Variation Jour	↓ -0,54 %		Variation Jour	↓ -0,01 %
Variation annuelle	↓ -22,00 %		Variation annuelle	↓ -19,41 %

## Evolution des indices



## Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	3 855 934 707 411	-0,01 %
Volume échangé (Actions & Droits)	100 191	-91,27 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	120 737 896	-95,76 %
Nombre de titres transigés	35	-5,41 %
Nombre de titres en hausse	18	20,00 %
Nombre de titres en baisse	6	-25,00 %
Nombre de titres inchangés	11	-21,43 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	5 660 321 257 821	0,05 %
Volume échangé	38	-99,92 %
Valeur transigée (FCFA)	379 200	-99,92 %
Nombre de titres transigés	3	0,00 %
Nombre de titres en hausse	1	
Nombre de titres en baisse	1	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	1	0,00 %

## PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
FILTISAC CI (FTSC)	1 495	7,17 %	-13,33 %
NESTLE CI (NTLC)	340	6,25 %	-13,92 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	3 150	5,70 %	-21,15 %
SOGB CI (SOGC)	2 200	5,26 %	-14,73 %
CIE CI (CIEC)	1 395	4,10 %	-12,81 %

## PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTAL CI (TTLC)	1 100	-4,35 %	-35,29 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 020	-2,86 %	-11,30 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	340	-2,86 %	-21,84 %
SITAB CI (STBC)	475	-2,06 %	-21,49 %
ONATEL BF (ONTBF)	2 845	-1,90 %	5,18 %

## INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	34,31	1,33 %	-8,90 %	65 483	37 349 470	66,06
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	358,76	-0,70 %	-27,58 %	16 624	60 504 985	8,22
BRVM - FINANCES	15	53,75	0,54 %	-11,87 %	13 302	18 994 011	5,75
BRVM - TRANSPORT	2	309,48	0,00 %	-15,62 %	140	174 400	5,43
BRVM - AGRICULTURE	5	76,82	2,06 %	-10,55 %	896	1 222 570	7,34
BRVM - DISTRIBUTION	7	184,46	-1,77 %	-27,17 %	3 631	2 460 835	11,77
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	339,32	0,00 %	12,25 %	115	31 625	4,27
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	10,69	
Taux de rendement moyen du marché	9,95	
Taux de rentabilité moyen du marché	14,71	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	78	
Volume moyen annuel par séance	236 926,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	669 588 266,44	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	2,64	
Ratio moyen de satisfaction	47,82	
Ratio moyen de tendance	1 810,82	
Ratio moyen de couverture	5,52	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	-1,06	
Nombre de SGI participantes	24	

## Définitions

Volume moyen annuel par séance  
Valeur moyenne annuelle par séance  
Ratio moyen de liquidité  
Ratio moyen de satisfaction  
Ratio moyen de tendance  
Ratio moyen de couverture

= Volume annuel échangé / nombre de séances  
= Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
= Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
= Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
= Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
= Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation  
PER moyen du marché  
Taux de rendement moyen  
Taux de rentabilité moyen  
Prime de risque du marché

= moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
= moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
= moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
= moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
= (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E  
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan  
Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

## Commercé

## L'UE va adopter des sanctions douanières contre les Etats-Unis

L'Union européenne s'appuie sur l'avis de l'OMC qui l'autorise à imposer des taxes sur les importations américaines dans le litige opposant Airbus et Boeing sur les aides d'Etat.



Sans attendre l'arrivée du nouveau président américain Joe Biden, Bruxelles a décidé lundi des sanctions douanières contre les Etats-Unis dans le litige opposant Airbus et Boeing pour chercher une fin négociée à ce conflit vieux de plus de 15 ans. L'UE a annoncé la mise en place dès mardi de «droits de douane sur 4 milliards de dollars d'exportations américaines», dans un communiqué. Ces sanctions avaient été autorisées en octobre par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le détail des produits visés devait être publié au Journal officiel de l'Union européenne en fin d'après-midi. Les mesures incluront des taxes de 15% sur les avions et de 25% sur des produits agricoles (tabac, alcools forts...) et industriels (tracteurs, pelleteuses...). «Elles sont en miroir des mesures américaines. Nous ne voulons pas d'escalade du conflit», a expliqué le commissaire européen à l'Economie, Valdis Dombrovskis, lors d'une conférence de presse, à l'issue d'une visioconférence des ministres européens du Commerce. Washington inflige déjà, depuis plus d'un an, des droits de douane punitifs sur près de 7,5 milliards de dollars d'importations de l'UE comme le vin, le fromage et l'huile d'olive (à hauteur de 25%), ainsi que des taxes de 15% sur les avions Airbus. Les Etats-Unis y avaient été autorisés par l'OMC.

## L'UE voulait éviter l'escalade

L'avionneur européen Airbus et son concurrent américain Boeing, et à travers eux l'UE et les Etats-Unis, s'affrontent

depuis octobre 2004 devant l'OMC, arbitre du commerce mondial, sur les aides publiques versées aux deux groupes, jugées illégales de part et d'autre. Après la décision de l'OMC en leur faveur, les pays européens avaient espéré pouvoir éviter d'imposer à leur tour des taxes douanières aux Etats-Unis, en tentant de négocier un accord global sur les aides à l'aéronautique et l'abandon réciproque des sanctions. «Malheureusement, malgré nos meilleurs efforts, en raison du manque de progrès du côté américain, l'UE va exercer ses droits», a déclaré Vladis Dombrovskis. Mais il a aussitôt tendu la main. «Nous appelons les Etats-Unis à accepter que les deux parties abandonnent leurs contremesures existantes afin que nous puissions tourner la page. Retirer les taxes serait gagnant-gagnant», a affirmé le commissaire européen.

## «Rétablir des relations apaisées

En coulisse, des Etats membres avaient exprimé leurs doutes sur le timing des sanctions européennes, alors que le président américain élu Joe Biden doit remplacer Donald Trump en janvier. C'était notamment le cas de l'Allemagne, grande puissance exportatrice, qui assure actuellement la présidence tournante de l'UE. «Nous aurions été très heureux si une solution amicale avait été trouvée avant l'élection américaine et nous restons prêts à initier à tout moment une solution négociée», a déclaré lundi le ministre allemand de l'Economie, Peter Altmaier. Sous Donald Trump, les Etats-Unis ont mené une politique de confrontation avec l'Europe. Après avoir

taxé l'acier et l'aluminium européen, le président sortant a menacé à plusieurs reprises de s'en prendre aux automobiles allemandes.

## «Grandes attentes» sur Joe Biden

«Il y a de grandes attentes après la victoire électorale de Joe Biden et l'espoir que les Etats-Unis vont revenir à une approche multilatérale, y compris dans le commerce», a affirmé Peter Altmaier. Du côté français, on plaide pour une attitude de fermeté, condition nécessaire pour promouvoir un dialogue avec Washington sur un pied d'égalité. «La relation commerciale transatlantique est essentielle pour notre économie, et nous souhaitons (...) rétablir des relations commerciales équilibrées et apaisées entre l'Union européenne et les Etats-Unis», ont déclaré le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, et le ministre délégué chargé du Commerce extérieur, Franck Riester, dans un communiqué commun. Airbus a également salué la décision de Bruxelles. «Airbus soutient toutes les actions nécessaires pour créer des règles de concurrence équitables et continue à soutenir l'engagement de l'UE pour trouver un règlement négocié à cette longue dispute afin d'éviter des taxes perdant-perdant», a réagi l'avionneur européen. Le dialogue devrait se poursuivre. En octobre, le représentant américain au commerce (USTR) Robert Lighthizer avait affirmé vouloir «intensifier» les négociations avec Bruxelles. Le secteur aéronautique, déjà sinistré par la pandémie de Covid-19, a tout intérêt à éviter un engrenage des sanctions.

(AFP/NXP)

## Corruption

## Julius Bär trouve un accord dans l'affaire de la Fifa

Un accord a été trouvé entre le Département américain de la justice et le gestionnaire de fortune zurichois. Il prévoit une clause de non-poursuite de trois ans.

Le gestionnaire de fortune Julius Bär a conclu un accord avec le Département américain de la justice (DoJ) dans le scandale de corruption de la Fédération internationale de football association (Fifa). Ces nouvelles réserves vont avoir un impact sur le résultat 2020, indique lundi Julius Bär. L'accord prévoit une clause de non-poursuite de trois ans. Une résolution finale sera trouvée dans cette affaire d'ici peu, marquant une nouvelle étape dans les efforts de la direction du groupe zurichois pour le règlement des affaires juridiques restantes, en coopération avec les autorités compétentes, affirme le communiqué. A mi-septembre, la banque avait assuré être à bout touchant sur un accord concernant le scandale de corruption de la Fifa. Le règlement attendu devait dépasser les 10 millions de dollars.

## Graves manquements épinglés

En février et au terme d'une enquête approfondie, le gendarme financier Finma avait dénoncé de graves manquements de la banque zurichoise dans cette affaire, qui avait éclaté en mai 2015 suite à l'arrestation à Zurich de plusieurs dirigeants de la Fifa. Pointant du doigt des relations bancaires et des transactions critiquables, l'autorité avait enjoint Julius Bär à adopter des mesures afin d'assurer ses obligations juridiques en matière de blanchiment d'argent, mais également

à revoir sa politique de recrutement de conseillers à la clientèle. Le gestionnaire de fortune avait mené une enquête interne suite à son implication dans cette affaire. Les faits remontent à la période durant laquelle Boris Collardi était à la tête de l'établissement. Le banquier, désormais associé-gérant auprès du groupe bancaire genevois Pictet, a fait l'objet de nombreuses critiques pour sa stratégie de croissance imprudente lorsqu'il dirigeait Julius Bär.

(ATS/NXP)



## Consoles

## Microsoft lance sa nouvelle Xbox

Deux jours avant son rival Sony, Microsoft lance mardi sa nouvelle console Xbox Series en deux modèles plus ou moins chers.

La planète jeux vidéo attendait l'événement depuis des mois: Microsoft met en vente mardi sa nouvelle console Xbox Series, deux jours avant le lancement de la PlayStation 5 de Sony, marquant le passage à une nouvelle génération de machines. Les deux consoles, disponibles chacune en deux versions à des prix différents, se disputeront notamment les cœurs et les portefeuilles des joueurs pendant la saison des fêtes de fin d'année, traditionnellement lucrative pour le secteur du jeu. Microsoft propose ainsi la Xbox Series X, modèle «premium» au prix de 499 dollars (455 francs), et sa petite sœur la Xbox Series S, aux performances d'affichage moindres, dépourvue de lecteur de disque et aux dimensions réduites comme son prix: 299 dollars (273 francs).

## Nouveau chapitre

L'américain avait vendu deux fois moins d'exemplaires de sa précédente console, la Xbox One, que son rival japonais de PlayStation 4, toutes deux étant sorties fin 2013. Ce nouveau chapitre de l'histoire des jeux vidéo se matérialisera cependant différemment des précédents lancements en grande



pompe, à cause du coronavirus et des nouvelles restrictions imposées dans plusieurs pays. «La pandémie a eu un impact considérable» sur les comportements des consommateurs avec «une adoption massive du e-commerce», note Morris Garrard, analyste chez Futuresource, estimant que la majorité des achats seront effectués via des commandes livrées directement à domicile.

## Pas en magasin

Sony a par ailleurs prévenu qu'il ne vendrait aucune console en magasin les jours de lancement de la PS5 (jeudi pour plusieurs pays d'Asie-Pacifique et l'Amérique du Nord, puis le 19 novembre pour l'Europe) «pour la sécurité des joueurs et des vendeurs». «S'il vous plaît, ne prévoyez pas de camper» devant les boutiques pour éviter les attroupements, a

imploré le groupe japonais la semaine dernière. Conjugée à une demande dopée par des modes de vie devenus plus casaniers avec la crise sanitaire, cette transition en ligne massive «va davantage exposer la distribution aux interférences», déclare Morris Garrard à l'AFP. «Il y aura forcément des gens qui utiliseront des bots (programmes informatiques automatisés, NDLR) pour scanner tous les sites» et «dès que de nouveaux stocks seront mis en vente, ceux-ci partiront en quelques minutes». Selon l'analyste, «beaucoup de ceux qui veulent se procurer une console risquent de ne pas en avoir l'opportunité avant trois à six mois». Pour marquer le lancement et surfer sur l'effervescence des fans, y compris ceux qui n'auront pas de console, Microsoft a organisé une série d'événements en ligne dans plusieurs pays, à commencer par un compte à rebours avant minuit dans la nuit de lundi à mardi en Nouvelle-Zélande, premier pays à basculer dans la nouvelle date. Il prévoit ensuite une présentation mondiale des jeux sur sa nouvelle console, diffusée en streaming à partir de mardi en milieu de journée aux Etats-Unis (20 h 00 suisses).

(AFP/NXP)

# Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
6ième édition Naturallia	1er au 3 septembre 2020	Canada	<a href="https://naturallia.com/">https://naturallia.com/</a>
4e Conférence mondiale sur le teck 2020	24 au 27 août 2020	Accra, Ghana	Néant
Conférence mondiale sur l'ingénierie du bois 2020	24 au 27 août 2020	Santiago (Chili)	Néant
Salons e-marketing et stratégie clients	1er au 3 septembre 2020	Paris, France	<a href="https://www.emarketingparis.com/">https://www.emarketingparis.com/</a> <a href="https://www.emarketingparis.com/">https://www.emarketingparis.com/</a>
8e Forum mondial sur la durabilité	14 au 19 septembre 2020	Genève (Suisse)	Néant
Rencontres de l'action internationale des collectivités territoriales 2020	21 au 22 Septembre 2020	Paris, France	<a href="http://www.cites-unies-france.org/10e-rencontres-de-l-AICT-les-2-3-juillet-2019-ACTES">http://www.cites-unies-france.org/10e-rencontres-de-l-AICT-les-2-3-juillet-2019-ACTES</a>
3e Conférence de l'IUFRO sur l'acacia 2020	22 au 24 septembre 2020	Bintulu, Sarawak (Malaisie)	Néant
Forum mondial de l'économie circulaire 2020	29 septembre au 1er octobre 2020	Toronto, Canada	<a href="https://www.economiecirculaire.org/">https://www.economiecirculaire.org/</a>
Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP-26)	9 au 20 novembre 2020	Glasgow (Royaume-Uni)	Néant
Forum biennal mondial de l'investissement de la CNUCED	6 au 10 décembre 2020	Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis	Néant
Journées de l'Innovation en Biologie 2020	04 au 05 novembre 2020	Paris, France	<a href="https://jib-innovation.com/">https://jib-innovation.com/</a>
Assises africaines de l'intelligence économique	Février 2021	Congo	<a href="mailto:communication@assises-africaines-ie.org">communication@assises-africaines-ie.org</a>

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Ce sera le moment ou jamais de prendre des initiatives audacieuses sur le plan matériel. Votre habileté en matière d'argent, doublée d'une chance insolente, vous permettra de réaliser des miracles.

**Taureau** Votre secteur argent sera vide d'influences planétaires. Mais cela ne veut pas dire que vous n'aurez pas l'occasion de faire de bonnes affaires. Vous allez bénéficier d'un courant de chance financière grâce au soutien de Neptune. Un conseil : jouez, réclamez les vieilles créances, etc. Ainsi, vous aurez des chances d'avoir une bonne surprise.

**Gémeaux** Vous devrez vous tourner vers des activités plus rentables sur le plan financier. Vous aurez de lourdes dépenses à subir et vous aurez beaucoup à faire pour améliorer votre confort domestique. Les questions d'argent vous rendront anxieux, et votre esprit sera accaparé par vos affaires.

**Cancer** Sous l'emprise de la planète Pluton, vous aurez une terrible envie de gagner beaucoup d'argent et vite. Cependant, l'ambiance astrale générale vous confisquera toute chance pure. Prenez donc garde. Au lieu de risquer vos modestes économies aux jeux de hasard, vous feriez mieux de les déposer dans une caisse d'épargne ou de les investir autrement. Bien sûr, quelqu'un doit gagner gros dans ces jeux, mais il est certain cette fois-ci que ce ne sera pas vous.

**Lion** Vénus vous fera de la morale financière aujourd'hui. Cet astre est partisan inconditionnel de la vertu d'économie et d'une certaine frugalité. Il vous conseillera d'être très attentif aux cordons de la bourse et vous invitera à utiliser sagement votre argent.

**Vierge** Votre équilibre financier est stable, et il va le rester cette fois. Vous n'aurez donc pas de réelles inquiétudes à vous faire. Il faudra toutefois vous méfier de l'impact d'Uranus, qui pourra vous souffler des envies d'achats onéreux et peu utiles. Attention, notamment, aux coups de cœur pour des vêtements très beaux, certes, mais dont vous pourriez parfaitement vous passer.

**Balance** La planète Neptune, bien aspectée, vous prodiguera sa bienveillante protection et vous offrira des possibilités financières amplifiées. Vous serez particulièrement habile dans vos transactions diverses. Une certaine chance aux jeux de bluff, tel le poker, et une chance quasi certaine aux jeux de hasard, tel le Loto.

**Scorpion** Vos finances ne tourneront pas rond aujourd'hui. Ne sombrez pas dans les idées noires pour autant. Les choses s'éclairciront et prendront bientôt une tournure beaucoup plus encourageante. Donc, pas de coups de colère avec des décisions brutales, car vous le regretteriez. Aussi, soyez fourmi plutôt que cigale.

**Sagittaire** Vos nerfs seront mis à rude épreuve, mais c'est vous qui le rechercherez délibérément ; vous prendrez des risques financiers assez importants. Mercure devrait vous aider à arriver à bon port. Cette même planète se montrera favorable aux transactions immobilières.

**Capricorne** Neptune formera des aspects favorables au secteur des biens matériels. Son influence sera efficace ! Gardez-vous cependant d'être trop optimiste en prenant des risques financiers excessifs.

**Verseau** Vénus étant en aspect favorable, tout devrait bien se passer sur le plan financier. Attention, pourtant : la déesse de l'amour, de la beauté et de l'harmonie pourrait pousser certains d'entre vous à dépenser des fortunes pour des soins esthétiques, ou à engager un décorateur pour refaire luxueusement les tapisseries du salon...

**Poissons** Avec Saturne en cette configuration, tous ceux qui ont dernièrement fait preuve d'imprudences en matière financière vont probablement connaître quelques difficultés. Mettez de l'ordre dans vos comptes, et attendez que le Ciel se dégage sans commettre d'autres folies.

## L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : [leconomistetogo@gmail.com](mailto:leconomistetogo@gmail.com)  
Site web : [www.leconomistedutogo.com](http://www.leconomistedutogo.com)  
REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Address AGOE Route de la cour d'Appel ( derrière institut IPP)  
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

### Directeur de publication

Komlan KPATIDE  
00228 90 05 05 08

### Rédacteur en chef

Joël YANGLU  
00228 97 78 79 07

### Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

### Rédacteurs

Issa SIKITI da SILVA

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

### Direction commerciale

Madjé Wellda AKUE

00228 97 25 84 84

### Correcteur

Michel Yao AYEVA

### Graphiste

Léon Junho SODEDJI

### Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



# Société d'Études Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

## Invite

les togolais au respect des mesures prises  
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

# ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre  
le coronavirus COVID-19

### SE LAVER

les mains à l'eau et au savon  
fréquemment.



### UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les  
jeter immédiatement dans une  
poubelle fermée puis se laver les  
mains



### SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli du  
coude en cas de toux ou  
d'éternuement.



### LIMITER

les contacts proches. Maintenir une  
distance d'au moins 1 mètre avec les  
autres personnes, en particulier si  
elles toussent, éternuent ou ont de la  
fièvre.



### NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA  
FIÈVRE, DE LA TOUX OU  
DES DIFFICULTÉS À RESPIRER.



## A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège : Agoé route de la cour d'appel (derrière IPP Institut)  
Tel 00(228) 22 40 40 48 / 92 06 85 06 E-mail [seultogo@gmail.com](mailto:seultogo@gmail.com) Lomé

## Affaires communales

## La CNSC attend plus de participation des populations

La Concertation Nationale de la Société Civile (CNSC-Togo) était les 09 et 10 novembre 2020, à Tchamba, Larini et Alibi 1, pour des sensibilisations sur la participation citoyenne et initiatives locales. Cette sensibilisation qui a permis d'améliorer les connaissances des populations sur la notion de participation locale, a pour objectif de renforcer la participation des citoyens aux affaires des communes.

Depuis 2019, la CNSC-Togo, avec l'appui financier du Programme de Consolidation de l'Etat et du Monde Associatif (PROCEMA), a initié au bénéfice de trois (3) communes (Vogan, Bassar et Tchamba), le Projet « d'Appui-Accompagnement des communes en gouvernance et stratégie locale ». Dans le cadre de cette initiative qui vise l'émergence d'un développement local participatif, la CNSC-Togo, a tenu lundi et mardi, à Tchamba, Larini et Alibi 1, des sensibilisations des populations sur la participation citoyenne et les initiatives locales. Une initiative qui vient contribuer à l'émergence d'un développement local participatif dans les communes, en impliquant davantage les citoyens dans les actions et initiatives des communautés. Plus spécifiquement, cette campagne de sensibilisation a été l'occasion pour les populations de s'exprimer sur leurs besoins et de s'éduquer sur les différentes contributions qu'elles peuvent apporter au suivi des politiques



publiques dans leur localité. Pour Bayor Kouboura, Coordinatrice Projet-CNSC-Togo, la participation citoyenne, ne doit pas que se limiter à un espace de participation mis à disposition des citoyens, il faut qu'il y ait un véritable pouvoir d'influence, qui soit pris en considération par les autorités publiques, et qui se concrétise par des réalisations politiques, mais aussi qui soit supporté « d'en bas » par des associations qui poussent les citoyens à exercer leur pouvoir. D'où l'engagement de la CNSC,

à sensibiliser les citoyens pour plus d'implication. Abondant dans le même sens que la coordinatrice, le Responsable du Conseil Communal de Tchamba 1, n'a pas manqué de rappeler que les Communautés sont les vraies bénéficiaires de la sensibilisation du CNSC-Togo. D'où l'appel aux participants de la formation, à disséminer auprès de la population les informations reçues afin qu'elle puisse davantage participer à la gestion du patrimoine commun.

Avec [gopola.net](http://gopola.net)

## Football

## Manchester United a prévu de vendre Paul Pogba !

En difficulté avec Manchester United, Paul Pogba n'a pas été au mieux avec les Bleus ce mercredi soir. Son club aurait planifié sa vente pour l'été prochain.

Au lendemain de la défaite de la France contre la Finlande (0-2), certains ont pu être déçus, voire dépités. Cela doit être le cas de Paul Pogba. Le milieu de terrain a rendu une copie assez insipide alors qu'il est plutôt mal avec son club. On attendait de lui lors de ce rassemblement et lui devait l'imaginer comme une bouffée d'air frais. À en croire cette première rencontre et en attendant le Portugal et la Suède cela n'a pas été le cas. Didier Deschamps, lui-même, avait annoncé que la Pioche n'était pas franchement contente lorsqu'il était en club : « Paul, je le connais bien et il connaît bien le groupe. Il est dans une situation avec son club où il ne peut pas être content, ni avec son temps de jeu, ni avec son positionnement ». De quoi

relancer toutes les spéculations quant à son avenir chez les Red Devils, évidemment. En octobre dernier, Pogba avouait que c'était un rêve pour lui de rejoindre Zinedine Zidane au Real Madrid. « Nous avons tous entendu ces choses qui ont été dites. Que répondre? Oui, tous les footballeurs aimeraient jouer pour le Real Madrid. Peut-être que c'est un rêve. C'est un rêve pour moi, pourquoi pas un jour? Comme j'ai dit, je suis à Manchester United et j'aime mon club », avait-il ainsi déclaré.

## MU s'est protégé

Depuis cette déclaration, il n'a commencé que deux rencontres sous les couleurs des pensionnaires d'Old Trafford. Selon les informations de Talksport, Ole Gunnar Solskjaer pense qu'il ne peut

pas jouer avec Bruno Fernandes, les deux joueurs se marchant un peu dessus. Le plan des Red Devils serait de le vendre l'été prochain. C'est pour cette raison qu'ils ont utilisé l'option d'un an du contrat du joueur, désormais sous contrat jusqu'en 2022. C'était une manière pour le club britannique de se protéger et d'obtenir une meilleure réparation financière lors d'un prochain transfert l'été prochain. Toutefois, même s'il finit au Real Madrid, Pogba ne devrait pas coûter énormément d'argent. En cause ? Son manque de temps de jeu et aussi la crise financière liée à la pandémie de Coronavirus qui frappe le monde et le football plus particulièrement. Les jours de Pogba à Manchester semblent comptés...

Avec [footmercato.net](http://footmercato.net)

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

## Ghana

## L'ancien président Jerry Rawlings est décédé

Jerry John Rawlings est décédé ce jeudi 12 novembre au matin, à l'hôpital universitaire Korle-Bu d'Accra, où il avait été admis une semaine auparavant, selon plusieurs médias ghanéens. Il avait dirigé le Ghana de 1981 à 2001.

Né à Accra d'une mère ewe et d'un père écossais, Jerry Rawlings se fait remarquer très tôt pour son franc-parler et son envie de révolte. Jeune homme doué et brillant, il s'engage dans l'armée de l'air et obtient, en quelques années, le grade de flight lieutenant (l'équivalent du rang de capitaine dans l'armée de terre). En mai 1979, il participe à son premier coup d'État militaire. C'est un échec : il est arrêté, traduit devant une cour martiale – juridiction devant laquelle il choisit de se défendre seul – et libéré quelques semaines plus tard par un groupe d'officiers qui rêvent d'en découdre avec une hiérarchie qu'ils estiment corrompue. Ensemble, au mois de juin



suivant, ils renversent pour de bon le régime de Fred Akuffo. Jerry Rawlings est porté à la tête du pays et s'engage à rendre rapidement le pouvoir aux civils. Promesse tenue : des élections générales sont organisées et, trois mois plus tard, Rawlings s'efface pour céder la place à Hilla Limann, tout juste élu président. Jerry Rawlings a à peine plus de trente ans et il est déjà très

populaire au Ghana. Mais il ne restera pas longtemps dans l'ombre. Écœuré par le régime d'Hilla Limann, dont il fustige la corruption et la mauvaise gouvernance, Rawlings reprend les armes en décembre 1981. Il renverse Limann, prend la direction du Conseil provisoire de la défense nationale et s'installe durablement au pouvoir. Avec [jeuneafrique.com](http://jeuneafrique.com)

## Renforcement des capacités

## Vers un meilleur encadrement des structures de recherche

L'Université de Lomé accueille depuis mercredi, un atelier de renforcement de capacité sur l'organisation et l'encadrement des structures de recherche togolaises en lien avec le Plan national de développement (PND) et les Ecoles Doctorales (ED).

L'issue de cet atelier, selon les organisateurs, c'est de doter toutes les structures de recherche, qu'elles soient privées ou publiques, d'outils adéquats en matière d'organisation et d'encadrement. Ainsi, durant trois jours, les participants à cet atelier débattront sur des modules tels que « l'organisation et encadrement des structures de recherche togolaise », le « renforcement des capacités opérationnelles des structures de recherche scientifique et technique du Togo » et pour finir, ces derniers passeront à la « validation des textes types pour la mise aux normes et formation pour le management des Ecoles Doctorales. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ayant présidé la cérémonie d'ouverture dudit atelier, a salué l'initiative à sa juste valeur, cet effort des activités de recherche avec les besoins



de développement du Togo. Conscient que les attentes à l'égard des chercheurs pour relever les défis de l'heure sont de plus en plus fortes, « il est donc important de mobiliser d'avantage le monde de la recherche au service de l'innovation de solutions innovantes et adaptées pour le développement de nos communautés », a indiqué Prof Majesté Ihou-Watéba. Pour le Pof Gnon BABA de l'Agence universitaire de la

francophonie (AUF), l'idée c'est d'accompagner les structures, les centres et les directions de recherche du Togo dans leur processus de restructuration et de redynamisation. Le Vice-président de l'UL Komlan Batawila de son côté, reste convaincu que « les résultats qui sortiront de cette rencontre contribueront à relever les défis auxquels sont confrontés les structures de recherche ».

Avec [iciLome](http://iciLome)

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>



**#CQFS**

CMJN

Avez-vous des interrogations sur les formalités au Cadastre ?  
L'OTR est à votre écoute. L'OTR met à votre disposition un bureau dédié pour le traitement de vos plaintes. En 48h seulement, vous recevrez une suite à votre plainte. Vous pouvez aussi envoyer vos requêtes sur la plateforme numérique dédiée via : [www.otr.tg](http://www.otr.tg) ou [www.dadc.gouv.tg](http://www.dadc.gouv.tg)



Office Togolais des Recettes - OTR